Prospectives Royalistes de l'Ouest
P.R.O.

n°38 Décembre 2013 à imprimer et à diffuser

Sommaire :

Editorial

Politique :

Hollande conspué, la Patrie honorée ? .....*page 2*

Féminisation obligatoire : les véritables conséquences.....*page 3*

Histoire :

De 1675 à 2013 : la Bretagne, une insoumission particulière ? .....*page 4 et 5*

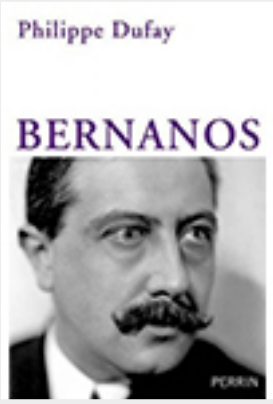
Idées d'AF :

Bainville, l'historien de génie .....*page 6 et 7*

Militantisme :

L'impérative formation intellectuelle .....*page 8*

Le Livre du Mois



Gemens spero : l'espoir dans la souffrance

Tiré de l'ouvrage de Maurice Barrès *les traits éternels de la France*, la devise *Gemens spero* (« *Gémissant, j'espère* ») pourrait aisément résumer l'esprit chevaleresque des patriotes de la Grande Guerre. Ces pères de famille, souffrant pour leur Patrie jusque dans leur chair, gardaient cet espoir que leur sacrifice serait salutaire, que leurs enfants n'auraient pas à connaître de telles épreuves et que leur mort sauverait la France du péril teuton.

L'Histoire en aura décidé autrement, leurs enfants ayant dû, à leur tour, affronter de terribles épreuves quelques années plus tard. **Mais c'est cette abnégation dans l'effort, cet oubli de soi pour défendre la Patrie et ses valeurs, cette haute estime de la France qu'il fallait honorer en ce mois de Novembre, et non un pacifisme crétin à la Jaurès ou un anti-racisme ridicule et malvenu**. Hollande, en se vautrant une nouvelle fois dans la fange de l'arrivisme politique, n'a fait que démontrer son réel mépris de tout patriotisme…

Gemens Spero. En ces temps de crise systémique et de tyrannie intellectuelle, les français doivent affronter des épreuves bien différentes de leurs illustres ancêtres. L'ennemi n'est plus palpable, concret et visible : il se fait insidieux, rampant jusqu'au sein des programmes éducatifs pour corrompre les jeunes esprits.

La République et l'idéologie du Genre, nihilismes socio-politiques, travaillent aujourd'hui à détruire la Patrie et ses Provinces, la France et ses « *républiques locales* », comme disait Maurras.

Ainsi, le même adage pourrait être repris avec force par les courageux qui osent aujourd'hui se lever contre cette nouvelle tyrannie : gémissant sous les coups de butoirs d'une république apatride et d'une idéologie mortifère, ils espèrent en des jours meilleurs pour la Patrie, pour ses valeurs, pour leur foyer, pour les générations futures. Qu'importent les brimades et les invectives, qu'importent les coups bas et les calomnies : notre force réside dans notre espérance en l'avenir, en cette inébranlable confiance dans le futur avènement royal, cette impérative Restauration Nationale qui sauvera notre Patrie.

« *Fils des martyrs, fils de trente générations pareilles, tu vivras demain dans la France de la victoire.* »

Maurice Barrès

Hollande conspué, la Patrie honorée ?

La cérémonie d'hommage du 11 Novembre revêtait cette année une évidente parure symbolique pour le Président français. Symbole politique, symbole social, symbole européen : la triple symbolique s'excuse par l'Histoire pour tenter de redorer le blason bien terne du Président français. Car même les niais et les fins abrutis l'auront compris : Hollande vouant une sainte exécration pour l'Histoire de France, ses pitreries rocambolesques et affligeantes autour de patriotes défunts ne sont que d'infâmes manigances pour tenter de se redonner une once de crédibilité.

En premier lieu, l'homme de Tulle voulait, par la récupération du symbole politique de la Grande Guerre, revêtir le costume de Chef politique incontesté, de figure légitime de l'autorité républicaine. Mais l'Honneur du Poilu ne sied définitivement pas au pâle François… Trop haut pour l'hypoprésident, trop loin de sa ligne directrice gouvernementale, trop digne pour s'abaisser aux rangs des apatrides, l'exemple des valeureux combattants de la Première Guerre Mondiale ne saurait s'inscrire dans l'histoire politique du petit Hollande.

Au pendant politique, la symbolique d'unité dans l'adversité, d'Union Sacrée face au péril national, aurait pu s'avérer salvatrice pour le locataire de l'Elysée. Pourtant, même en ces heures de doute, les français restent profondément lucides : l'adversité qu'affronte aujourd'hui notre pays vient de la tête, et non uniquement de l'étranger. Tel le poisson, la France pourrit par le haut et souffre cruellement de l'actuelle turpitude présidentielle…

Enfin, la déesse Europe, vénérée par l'ensemble de la classe politique actuelle, a jeté ces dernières années son dévolu sur ces dates charnières des histoires nationales, pour n'en garder qu'un pacifisme purulent, agité avec virulence dès que la voix nationaliste se fait trop entendre. Hollande, fidèle roquet européiste, aurait voulu suivre cette voie initiée par son prédécesseur Jaurès : celle du pacifisme entier, celle de la lâcheté et de la couardise. Péguy trouvât en son temps les justes termes pour qualifier l'attitude de Jaurès, mais l'actuel « *totalitarisme intellectuel* » ne saurait souffrir d'une mise à jour de ces quelques mots, sanctions pénales obligent.

En voulant récupérer de la plus odieuse et honteuse manière l'exemple historique des courageux Poilus, Hollande l'a foulé par trois fois aux yeux du Monde : par son arrivisme politique, par son incohérence gouvernementale et par son pacifisme apatride. Qu'il soit conspué, hué et vilipendé par quelques patriotes rend donc hommage à cette Patrie que nous aimons, à cette Patrie pour qui tant d'hommes ont donné leur vie : une Patrie qui conspue les pourfendeurs de la Mémoire, une Patrie intègre, pour qui l'Honneur et la Fidélité dans l'adversité restent bien plus que de belles paroles.

Citation royaliste du mois :

"L'autorité royale veille attentivement, car sans elle les puissants opprimeraient excessivement les faibles"

Edmond Béraud

Féminisation obligatoire : les véritables conséquences…

Les récurrentes diatribes politiciennes sur le manque de « *féminisation* » des institutions, qu'elles soient privées ou publiques, passent aujourd'hui plus pour du matraquage idéologique que de la réalité concrète. En France, près d'une demi-douzaine de lois ont été adoptées depuis les années 1970, la dernière en date étant la réforme du congé parental, en Janvier 2011…

Qu'importe ! Le Ministère du « Droit des Femmes » (!) en a fait son cheval de bataille et multiplie, depuis Avril 2013, les signatures de Conventions ubuesques pour l'égalité professionnelle homme-femme. Exit donc la compétence et la qualification, la personnalité et le charisme des candidats… Parité obligatoire, certains candidats seront recalés non pas sur leur profil, mais sur leur 23°paire de chromosomes. Normal : suivant la logique du Ministre, l'homme et la femme étant professionnellement interchangeables car identiques (sic !), la faible proportion de femmes aux postes cités reste exclusivement le fait d'une vision machiste et arriérée. Quel pitoyable raisonnement…

Mais il serait partiel et partial de jeter l'opprobre sur l'unique Belkacem, qui ne fait au fond que suivre les directives européennes et assimilées. **Le Parlement Européen ne vient il pas d'approuver un projet de la Commission Européenne visant à imposer la présence d'au moins 40 % des femmes dans les conseils d'administration des entreprises cotées en Bourse, sous peine de sanctions ?** Même le FMI (Fonds Monétaire International) s'y est mis, en publiant des rapports explicites (*Les femmes peuvent elles sauver le Japon ?*) ou, plus fourbe encore, en appelant à **l'individualisation de la fiscalité**. Pourquoi ? Parce qu'en prenant le postulat qu'une femme gagne moins qu'un homme, il serait « injustifié » que le taux d'imposition de la femme soit le même que son conjoint…

Un récent article paru dans le journal *La Tribune* sous-entendait même que **l'octroi de prêts par le FMI** pouvait être, dans un futur proche, **conditionné par la mise en place de politiques paritaires**. Selon l'économiste Kalpana Kolchar, chargé de la région de l'Asie du Sud-Est :

« *Le fait d'imposer des politiques favorables aux femmes ne peut être une condition attachée à un prêt que si elles sont critiques du point de vue macro-économiques. Ce qui est déterminé au cas par cas* »

Evidemment, vouloir soumettre l'obtention de prêts monétaires à des critères purement sexistes relève de l'ineptie économique. Mais cette volonté égalitariste, internationale désormais, reste profondément représentative de l'actuel nihilisme idéologique : l'individu devient le Tout quantitatif, le quantum interchangeable et asexué. Plus de distinguo sur le sexe, la religion ou l'éducation : il faut libérer les individus de ces « déterminismes sociaux » (cf. Peillon) ! Pourtant, en voulant gommer cette altérité éducative et professionnelle, les défenseurs de cette idéologie risquent de détruire tous les liens sociaux qui nous unissent, ces restes de la Gemeinschafft (Communauté) tönnisienne au sein d'une Gesellschafft (Société) en pleine expansion. Belkacem et consorts, loin de défendre les "Droits de la Femme", détruisent sans le comprendre l'ensemble de l'édifice, cette complémentarité homme/femme sur laquelle se fonde le foyer national.

De 1675 à 2013 : la Bretagne, une insoumission particulière ?

par Jean-Philippe Chauvin

Un samedi de la fin du mois d'octobre dernier, quelque part en Bretagne, à Pont-de-Buis plus exactement, des manifestants hostiles à l'écotaxe et à ses portiques truffés de caméras et de boîtiers électroniques ont coiffé un bonnet rouge, comme le rappel d'une histoire lointaine qui avait durablement marqué la mémoire et la conscience de cette extrémité occidentale de la nation France… Effectivement, c'est en 1675, sous le règne du Roi-Soleil, que les premiers Bonnets rouges sont apparus à l'occasion d'une révolte qui, si elle est souvent décrite comme fiscale, ne peut être limitée à ce seul aspect, sous peine de ne pas la comprendre et de ne pas saisir aussi la particularité de l'actuel mouvement homonyme.

Il n'est pas indifférent de noter que c'est en Bretagne, et non ailleurs alors, qu'a lieu cette jacquerie au moment où le royaume de France est en guerre, difficile, avec la Hollande, grande puissance maritime et commerciale de l'époque. La guerre, hier comme aujourd'hui, coûte cher et les caisses de l'Etat ne sont guère remplies : Colbert, maître scrupuleux des finances, est d'une grande inventivité dans la création d'impôts et de taxes, et il annonce bientôt quelques nouvelles impositions qui doivent permettre à l'Etat de retrouver quelques ressources bien nécessaires.

Désormais, tout acte notarié devra être rédigé sur un papier timbré (donc fiscalisé) et le tabac sera lui aussi plus lourdement taxé… Mais la rumeur se répand en Bretagne que ce n'est rien d'autre que l'annonce de l'introduction de la gabelle, cet impôt sur le sel si impopulaire et dont la province armoricaine est exemptée depuis son Union à la France, ce que confirme la lecture du traité de 1532 signé sous le roi François Ier : rumeur fiscale pourtant sans fondement mais qui suffit à mettre, véritablement, le feu aux poudres et à provoquer des manifestations à Rennes et dans d'autres villes de Bretagne aux cris de « Vive le roi sans gabelle », accompagnées de quelques désordres encore légers par rapport à ce qui suivra, en particulier dans les campagnes de Basse-Bretagne.

Tout cela peut paraître bien surprenant quand on sait que la Bretagne était, donc, privilégiée au regard des contributions qu'elle devait à l'Etat central et par rapport à bien d'autres provinces : mais il est d'autres facteurs qu'il faut prendre en compte pour expliquer la révolte, comme le contexte économique peu favorable et l'impression d'un appauvrissement qui n'est pas fausse, mais qui n'est pas seule réservée à la Bretagne. Une conjonction de causes économiques et fiscales, mais aussi politiques : les restes d'autonomie de la province, qui dispose d'« états » jaloux de leurs prérogatives et dominés par une noblesse d'esprit indépendant mais aussi, parfois, dure avec ses paysans, sont fort vivaces et toute taxe nouvelle apparaît aux Bretons, quelles que soient leurs conditions individuelles, comme une atteinte aux libertés bretonnes et comme un empiétement insupportable de l'Etat central qui, pourtant, n'est pas encore « jacobin »… Autre élément à noter : la révolte est la plus dure et la plus violente, voire cruelle, là où les seigneurs se comportent en petits tyranneaux, ce que, d'ailleurs, dénonce même le très impopulaire duc de Chaulnes, gouverneur de la province au nom du roi… Certains historiens, à la suite du Russe Boris Porchnev, y verront une véritable lutte des classes et, parfois, la préfiguration de la Révolution française ! Mais c'est résumer trop vite la révolte des Bonnets rouges et ne pas en comprendre les racines purement bretonnes.

Car, ce qui est certain, c'est la réactivité de la Bretagne aux atteintes, réelles ou supposées, à ses droits historiques, mais aussi aux libertés de ses « collectivités », qu'elles soient provinciales, villageoises ou paroissiales : réactivité « régionaliste », diraient certains, ce qui n'est pas entièrement faux même s'il serait plus exact de la qualifier de « régionale », tout simplement, car au-delà des habituels clivages partisans, au risque d'ailleurs d'en créer de nouveaux, comme on le verra sous la Révolution française mais aussi en cet automne 2013…

Après la dispersion des Bonnets rouges à l'automne 1675, il faudra attendre la période de la Révolution et des années 1790 pour revoir un tel mécontentement et une telle mobilisation des Bretons face à l'Etat, voire contre lui : les promesses révolutionnaires une fois envolées et la perte concrète et définitive de l'autonomie et des privilèges fiscaux, les Bretons se retrouvent fort marris d'une situation que, pourtant, certains d'entre eux, comme le député rennais Le Chapelier, ont créé et avalisé, de la nuit du 4 août à ses suites diverses et variées… La Révolution, avant même l'établissement de la République, a frappé plus fort que le roi Louis XIV qui, tout absolu qu'il était, n'avait pas osé, malgré la répression de 1675, imposer la gabelle et autres taxes, octrois et impôts français, à une province qui, même rebelle, restait une part de son royaume et dont il était, au regard des traités, le protecteur et, au regard du serment du sacre, le « père » : les hommes de l'Assemblée constituante, puis de la République, n'eurent pas de telles ambitions…

Si la perte de l'autonomie politique elle-même n'inquiéta alors que les membres de la noblesse et quelques ecclésiastiques (et entraîna la création d'une Association bretonne très autonomiste et royaliste par un ancien compagnon de Washington, le marquis de La Rouërie, première ébauche de la Chouannerie, celle-ci militaire, politique et surtout nobiliaire), la nouvelle pression fiscale « égalitaire », d'une égalité nationale qui se marquait par un « rattrapage fiscal » assez rude, provoqua un fort mécontentement et un ressentiment qui s'accrurent quand la Révolution, à travers les décisions de la Constituante, supprima quatre évêchés de la province et priva l'Eglise locale de revenus qui lui permettaient de soulager les misères du temps. De plus, la répression contre les prêtres qui refusaient de prêter serment à la nouvelle constitution fit gronder des paroissiens attachés à leurs traditions et à leurs recteurs : certains notables républicains ne virent là que la survivance de vieilles superstitions quand, en fait, il serait plus juste d'y voir une forme, à la fois particulière et classique, d'enracinement remontant aux sources mêmes du christianisme breton, et constitutif d'une sorte d'identité collective sublimant les antagonismes villageois et les querelles anciennes de clocher (qui n'étaient pas que proverbiales…).

Cet enracinement véritable qui fait que les Bretons regardent plus souvent vers la mer ou vers le ciel que vers le Pouvoir central et la capitale, si ce n'est avec inquiétude et circonspection, explique que les révoltes y trouvent une énergie propre et une capacité, également, de résistance, fut-elle passive, à la répression et aux malheurs : les chouans de la Bretagne et de ses marges mayennaises et normandes, hommes parfois bien difficiles à discipliner, furent d'ailleurs ceux qui, même sous l'Empire napoléonien, poursuivirent une lutte clandestine apparemment vouée à l'échec, mais qui raviva et ancra pour près de deux siècles (y compris dans la lutte contre la tentative gouvernementale de construire une centrale nucléaire à Plogoff…) un esprit hostile à la centralisation parisienne, esprit que certains Parisiens de parti ou de gouvernement qualifient de régionaliste en espérant le décrédibiliser aux yeux de ceux des Français qui ne pensent qu'en termes d'Europe ou de mondialisation… Il n'est pas certain que les Bonnets rouges d'aujourd'hui, qui retrouvent les réflexes chouanniques du harcèlement et de l'esprit communautaire (et non pas communautariste…) et qui brandissent leur bretonnité comme un étendard de résistance (ici contre une pression fiscale imposée de « la capitale » et de Bruxelles) apprécient cette sorte de mépris si républicain et si oublieux de la pluralité française, cette pluralité qui « est » la France, cette pluralité aussi bien vantée par Fernand Braudel que chantée par Charles Maurras…

Jean-Philippe Chauvin

Bainville, l'historien de génie...

« *On n'a guère connu d'intelligence variée, souple, étendue comme celle de Jacques Bainville* »[1]

Venant de l'illustre écrivain Charles Maurras, ce compliment résume à lui seule toute la personnalité particulière de Jacques Bainville. Enfant de ce XIX°Siècle qu'il qualifiait lui-même de « *vieil utopiste* », Bainville marquera le début du XX°Siècle de son sceau, de cette intelligence vive et pluridisciplinaire qui caractérise les génies. Ignoré par les jeunes générations françaises, cloué au pilori par une bienpensance qu'il exécrait de son vivant, il convient donc de rendre aujourd'hui un vibrant hommage à celui qui, comme disait François Mauriac, « *avait fait de la conjecture une science exacte* »…

Jacques Bainville naquit le 9 février 1879 près de Paris, dans cette ville de Vincennes qui portera, de son vivant, une rue à son nom. Il passa quelques années de sa jeunesse en Allemagne et découvrit Berlin sous l'empire de Guillaume II, et conserva ce sentiment particulier qui le marqua jusqu'à sa mort. Germanophile, germanophone et ashquatrien brillant, il consacra d'ailleurs son premier ouvrage à Louis II de Bavière en 1900, tout juste âgé de 21 ans.

C'est cette même année qu'il rencontre le provençal Charles Maurras au Café de Flore, café resté célèbre pour avoir vu à son premier étage la naissance de la Revue d'Action Française en 1899 : « *Maurras le séduit autant par la qualité de sa critique littéraire que par la cohérence de sa doctrine, son empirisme et son absence de préjugé religieux. Convaincu de la supériorité du modèle politique allemand, Bainville est déjà gagné aux idées monarchistes. Il est l'un des premiers à répondre dans la Gazette de France à l'Enquête sur la monarchie. Avec Maurras, il collabore à la revue traditionaliste Minerva, fondée en 1902 par René-Marc Ferry, et enseigne les relations internationales à l'Institut d'Action française, tout en assurant nombre de chroniques dans le journal du mouvement : vie parlementaire, diplomatie, économie, bourse et même vie théâtrale, rien n'échappe à sa plume* »[2]

Consacrant sa vie au journalisme, il écrivit dans de nombreux journaux célèbres : La Gazette de France, La Liberté, Le Petit Parisien, La Nation Belge, en sus bien sûr de sa chronique Politique Etrangère dans l'Action Française. Rédigeant deux éditoriaux quotidiens (l'Action Française et La Liberté), il rédige également près de 6 articles hebdomadaires.[3] Et bien sûr, en parallèle, Bainville n'en n'oubliait sa passion dévorante pour cette matière qu'il aimait tant : l'Histoire. De 1907 à 1920, il publia pas moins de 9 ouvrages historiques dont 3 renommés : Bismarck et la France (1907), Histoire de deux peuples : la France et l'Empire allemand (1915) et surtout Les Conséquences Politiques de la Paix en 1920.

Dans ce dernier ouvrage, étudiant avec minutie le Traité de Versailles et en prenant comme axiome l'expérience historique, il détailla avec une étonnante précision les dramatiques évènements qui allaient mener à la Seconde Guerre, de l'annexion de l'Autriche par le Reich à la crise des Sudètes avec la Tchécoslovaquie en passant par le pacte germano-russe contre la Pologne. Cet axiome historique, il le détaillera en 1935 dans son ouvrage Les Dictateurs :

« *Nous croyons toujours que tout est nouveau alors que nous refaisons les expériences que les hommes des autres siècles ont faites et nous repassons par les mêmes chemins qu'eux.* »[4]

Il est d'ailleurs fort intéressant de voir l'étrange postérité de cet ouvrage de Bainville : longtemps ignoré par les dirigeants républicains, sa réédition de 1995 lui donne un second souffle et certains historiens actuels n'ont pas tari d'éloges dessus. Edouard Husson (Vice Chancelier des Universités de Paris) le qualifia même de « *chef d'œuvre de l'analyse géopolitique* »[5].

Cette même année 1920, il fonde avec Henri Massis la Revue Universelle, dans le but de « Rassembler tout ce qui, dans le monde, prend parti contre la destruction, fortifier et étendre les relations entre les groupes dévoués à la cause de l'esprit ». Il lui donna ses lettres de noblesse, élevant cette revue au rang de référence intellectuelle de l'époque grâce à la qualité de ses contributeurs : Maurras, Jacques Maritain, Thierry Maulnier, Maurice Vaussard notamment.

Pendant la décennie qui suivit, Jacques Bainville ne cessa d'écrire. Ouvrages historiques nombreux, articles et écrits quasi-quotidiens : Bainville, travailleur consciencieux et courageux, ne cesse de rédiger et de poser sur le papier ses analyses et réflexions. Un de ses amis, rapporte Maurras, disait :

« *Donnez-lui un journal, il l'écrira en entier, il en fera tout seul tous les articles, chaque matin, de bout en bout : la Politique intérieure, la Politique extérieure, les Chambres, la Bourse, le Marché, la Mode, le Théâtre, les Mots Croisés, sans oublier la Chronique locale et les Nouvelles à la main…* »[6]

Entre la publication de ses fameux contes moraux tels que Jaco et Lori (1927) ou Filiations (1923), entre ses écrits historiques tels que le Dix Huit Brumaire (1925) ou le fameux Histoire de France (1924), Jacques Bainville publiera près de 19 ouvrages en 10 ans. L'Histoire de France, et son pendant la Petite Histoire de France publiée en 1928, forment l'équivalent historique des Conséquences Politiques de la Paix : complet, clair et très détaillé, il analyse avec une grande acuité les évènements historiques de l'Histoire française et abat un grand nombre de préjugés. Jean Marc Varaut, Avocat à la Cour et membre de l'Institut de France, écrira même au début des années 2000: « Je dois à l'Histoire de France de Jacques Bainville l'amour presque minéral de la France. »7

Mais pendant toutes ces années, Bainville craindra du plus profond de son être d'avoir eu raison dans ses Conséquences Politiques de la Paix. Suivant avec attention les évènements allemands, il ne put voir qu'avec effroi l'avènement d'Adolf Hitler en 1933 et la confirmation de ses pires craintes. Utopiste pendant l'année 1933 (ce qui ne l'empêcha pas de publier son œuvre Histoire des peuples continuée jusqu'à Hitler), il espérait toujours une chimérique résurrection des Hohenzollern de Guillaume II qu'Hindenburg se serait empressé de remettre en place. Evidemment, il n'en fut rien…

Bainville fut dès le début un adversaire acharné du nazisme : dénonçant les premiers camps de la mort, il fustigea dès 1933 la folie meurtrière qu'il avait pu discerner dans Mein Kampf et adopte le point de vue de totalitarisme, celui-là même qui sera développé par Hannah Arendt quelques temps plus tard.

Si Bainville est souvent présenté comme pessimiste, l'on aisément atténuer ce trait de caractère en rappelant l'ingratitude du rôle de Cassandre politique, ce rôle même qu'il jouera malgré lui pendant 19 ans.8 Comme il l'écrit lui-même : « *Il n'est pas toujours agréable d'avoir raison, soupirait ce Cassandre désabusé. Il est cruel, en particulier, d'avoir raison contre son pays.* »[9]

Bainville s'éteindra d'un cancer qu'il savait incurable le 9 février 1936, quelques mois après avoir été reçu au 34°Fauteuil de l'Académie Française (25 mars 1935), prenant ainsi la place de Poincaré auprès des Immortels. Et Charles Maurras, son ami de plus de 35 ans, rendra cet hommage en quelques lignes :

« *Etant comme Voltaire, attentif à tout ce qui se faisait ou se pensait de son temps, Bainville n'en oubliait rien, il savait apposer partout la vive signature de son esprit, avec une égalité de force et de lumière à laquelle le démon de Voltaire, dans une vie, hélas ! plus longue, n'a sans doute jamais atteint.* »[10]

Pourtant, Bainville ne connu pas la postérité qu'il méritait amplement. Exécré pour ses positions politiques, haï pour la justesse de ses pensées et de ses prévisions, il a été complètement et injustement écarté de la pensée politique française...

1 Charles Maurras, Entre Bainville et Baudelaire

2 Agnès CalluLettres à Charles Maurras: amitiés politiques, lettres autographes : 1898-1952, Presses Univ. Septentrion, 2008, 256 pages, p. 29

3 Jean Sévillia, Bainville, cet historien fut un prophète, Le Figaro, 25/11/2000

4 Jacques Bainville, les Dictateurs, 1935

5 Edouard Husson, J.Bainville et JM Keynes, deux analyses du Traité de Versailles

6 Charles Maurras, Entre Bainville et Baudelaire

7 Jean Sévillia, Bainville, cet historien fut un prophète, le Figaro, 25/11/2000

8 Christophe Dickès, l'Action Française 2000, Printemps 1999

8 Christophe Dickès, l'Action Française 2000, Printemps 1999

9 Jean Sévillia, Bainville, cet historien fut un prophète, Le Figaro, 25/11/2000

10 Charles Maurras, Entre Bainville et Baudelaire

L'impérative formation intellectuelle

"*Qui connaît son ennemi comme il se connaît, en cent combats ne sera point défait. Qui se connaît mais ne connaît pas l'ennemi sera victorieux une fois sur deux. Que dire de ceux qui ne se connaissent pas plus que leurs ennemis ?*"

Cette phrase, tirée de l'oeuvre de Sun Tzu, résume à elle seule tout l'art du militantisme politique, l'essentiel du combat royaliste.

Parce que dans notre régime républicain si prompt à bafouer les libertés les plus élementaires, briser les chaînes de la servitude et décider de lutter contre le panurgisme ambiant n'est pas un acte anodin mais un choix lourd de conséquences.

Il faut tout d'abord se former, apprendre à connaître toute la pensée royaliste sur les différents sujets de la vie quotidienne : étudier l'aspect social et économique avec René de la Tour du Pin, Albert de Mun ou encore Firmin Bacconnier ; l'aspect politique avec Maurras, Daudet mais également Bainville ; l'aspect religieux avec Antoine Blanc de Saint Bonnet ou bien Saint Thomas D'Aquin. Se former, c'est d'abord et avant tout former son esprit à l'indépendance et à la réflexion : c'est former ses convictions et les étayer, les développer et les assurer. Il faut donc d'abord apprendre à se connaître, pour reprendre l'expression de Sun Tzu.

Ensuite, il faut étudier la république, ses intrinsèques défauts et les odieuses hypocrisies inhérentes à son épanouissement. Dans ce domaine, étudier les écrits d'Aristote, de Montesquieu et même des révolutionnaires les plus ardents comme Louis Antoine de Saint Just reste une référence essentielle et indispensable. Ainsi, l'actuelle inflation normative républicaine aurait été le signe évident d'une tyrannie par Saint Just, "*Celui qui donne à un peuple trop de lois est un tyran*" écrivait il dans ces Fragments sur les Institutions Républicaines...

Aristote, le premier philosophe à avoir pensé à la démocratie et souvent cité par les républicains, était, et la plupart de ces mêmes républicains l'ignore, un fervent défenseur de la monarchie au niveau de l'Etat, par cette formule consacrée : "***la monarchie dans l'Etat, l'aristocratie dans la province et la démocratie dans la commune***". Voilà pourquoi il est primordial de connaître son ennemi : démontrer ses failles et ses faiblesses, démolir ce mythe de la "démocratie salvatrice" est la première condition sine qua none à un militantisme actif.

Enfin, après ces deux étapes essentielles, n'importe quel royaliste peut aller militer dans la rue, démontrer l'impertinence de la république et l'importance vitale d'un prompt rétablissement de la monarchie française. Alors, qu'attendons nous ?

Agenda

Samedi 30 Novembre

Cercle d'étude étudiant :

"Les racines de l'Occident"

De l'Action Française Etudiante Nantaise et l'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire

Plus d'informations sur : urbvm@hotmail.fr